

Le Burundi souhaite que les ONG s'alignent aux priorités nationales

@rib News, 23/04/2014 â€“ Source Xinhua Le ministre burundais de l'Intérieur Edouard Nduwimana (photo) a déclaré mardi qu'il se pose actuellement au Burundi un problème d'alignement des interventions des ONG aux priorités nationales en général et aux « Plans Communaux de Développement Communautaire » (PCDC) en particulier. « Les ONG désireuses de s'implanter au Burundi arrivent avec leurs programmes et projets dictés par les organisations mères basées à l'étranger. Ce qui fait qu'aujourd'hui comme hier, il se pose d'alignement de leurs interventions aux priorités nationales en général et aux PCDC en particulier », a indiqué M. Nduwimana au cours d'une réunion à l'intention des ONG internationales accréditées au Burundi.

Pour lui, il serait malaisé de constater que les documents stratégiques comme le deuxième Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II) et les PCDC ne soient pas pris en référence par les partenaires du Burundi au développement. M. Nduwimana a souligné que suite au processus de décentralisation dans lequel le Burundi s'est engagé, la commune est considérée aujourd'hui plus qu'hier comme une porte d'entrée au développement. « C'est donc à notre sens une obligation pour chaque ONG de s'aligner aux PCDC qui fixent les priorités des communes, et pour y arriver, nous proposons des planifications conjointes ONGs/ administrations locales », a-t-il dit. M. Nduwimana a encouragé les interventions des ONGs par le biais des organisations locales partenaires, parce que ce mécanisme offre des garanties pour la pérennité des actions initiées. C'est d'ailleurs pour cette raison que cette approche est recommandée par la loi qui réglemente le fonctionnement des ONGs intervenant au Burundi, a-t-il fait remarquer. Il a aussi indiqué qu'il se pose un problème de répartition équitable des interventions des ONG sur le territoire national, ajoutant que la visibilité des ONG est plus prononcée dans les provinces frappées par la guerre civile. Le ministre burundais a recommandé qu'avec la paix retrouvée, les ONG inscrivent leurs interventions dans une logique de passage de l'humanitaire au développement.